

Réunion plénière du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France

Vendredi 07 avril 2017 de 10h00 à 13h

Locaux de Cités Unies France (CUF)

9 rue Christiani, 75018 Paris

Compte-rendu

(version du 09 mai 2017)

Aperçu général

Les collectivités françaises étaient en attente d'informations sur le projet d'assises de la coopération décentralisée franco-burkinabé initialement proposées à Paris les 5-6 octobre 2017. **Entretemps, les autorités burkinabé, via le Ministère français des Affaires Etrangères et du Développement international, ont fait part de leur souhait d'organiser des assises multilatérales à Ouagadougou.** Son Excellence Monsieur Alain Francis Ilboudo, Ambassadeur du Burkina Faso en France, a assuré que le calendrier définitif serait connu dans les prochains jours.

Par ailleurs, les collectivités françaises se sont montrées inquiètes des restrictions croissantes dues à l'insécurité dans le nord du pays qui touchent plus spécifiquement l'éducation, affectant le financement des projets et leur mise en œuvre, mais surtout les rencontres entre les partenaires. L'Ambassadeur du Burkina Faso, ainsi que le représentant du Ministère français des Affaires Etrangères et du Développement International, se sont voulu rassurants quant aux efforts réalisés par les autorités burkinabé et aussi françaises.

A l'issue de cette réunion se fait sentir un besoin accru de synergie entre la coopération d'Etat, l'action extérieure des collectivités territoriales et la société civile.

Ordre du jour

1. Projet d'assises de la coopération décentralisée
2. Actualité des partenariats, retours d'expérience, réflexions, activités et mission ; agenda
3. Contexte général au Burkina Faso
4. Situation sécuritaire au Sahel et mesures d'accompagnement utiles à la dynamisation des coopération ;

⇒ Annexes :

- Liste des présents et excusés
- Liste des documents distribués
- Actualités & informations complémentaires

Intervenants :

- ✓ Alain Francis Gustave ILBOUDO, Ambassadeur du Burkina Faso

- ✓ Bruno BELIN, président du conseil départemental de la Vienne
- ✓ Joël SAVARY, chargé de mission, Direction des Actions Internationales des collectivités territoriales du Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International
- ✓ Nicolas WIT, directeur général adjoint, Cités Unies France
- ✓ Constance KOUKOU, Responsable pôle Afrique, Cités Unies France

Introduction

Bruno Belin, président du groupe pays Burkina et *président du conseil départemental de la Vienne*) ouvre la séance en relevant deux questions importantes : la question du calendrier et le lieu de la tenue des assises, la question sur la situation nationale et sous-régionale de la sécurisation des frontières au Sahel. Il a salué l'action de l'armée française, très active dans le renforcement des capacités de défense des pays du Sahel.

I/ Projet d'assises de la coopération décentralisée

SEM. Alain Francis Gustave ILBOUDO, Ambassadeur du Burkina Faso,

Félicite l'occasion qui lui est donnée de se retrouver une fois de plus entre amis pour discuter et échanger des questions qui intéressent tous et félicite également le dynamisme du groupe pays Burkina Faso-Cités Unies France.

Il confirme l'engagement des autorités burkinabè pour la coopération décentralisée, l'une des formes de coopération parmi les plus importantes pour le Burkina Faso. Raison pour laquelle les autorités burkinabè souhaitent tenir des assises nationales à Ouagadougou, avant celles prévues à Poitiers. .

Joël SAVARY, chargé de mission ministère des Affaires Etrangères et du Développement International,

M. le président, Mr. l'Ambassadeur, je voudrais abonder dans le sens de ce qui a été dit pour confirmer l'engagement de tous pour la réussite des coopérations entre la France et le Burkina Faso, que vous tous animez ici côté français. Je me réjouis de cette dynamique. Je salue l'ancienneté du groupe-pays Burkina Faso de Cités Unies France, de l'engagement de la Vienne et de la ville de Loudun, pionnières dans cette coopération, riche, dense, que nous travaillons tous à développer. Mais le point de vue du gouvernement français doit trouver à s'exprimer et dans la situation de ces dernières années, nous considérons qu'il est logique que le pays, le Burkina Faso, fasse savoir les conditions qu'il estime les meilleures pour la reprise d'assises en termes de lieu et de calendrier. Il s'agit désormais de se concentrer sur les contenus, les bilans des expériences et de nous projeter vers ce que nous souhaitons, quel que soit le lieu et la date qui seront très vite fixés, comme M. l'Ambassadeur l'a assuré.

Questions/réponses

Préoccupation des participants face à l'annonce que les assises auront peut-être lieu à Ouagadougou, notamment quant à la planification des déplacements. A noter que les finances des collectivités territoriales sont en restrictions et qu'une fois les fonds mandatés, il est difficile d'en ajouter ou de les modifier.

Les participants s'interrogent également sur le délai de préparation : la réussite des précédentes assises avait notamment reposé sur le temps de préparation et les réflexions partagées sur les thématiques.

Proposition de **Bruno BELIN** : le côté inconfortable est indéniable. Toutefois la volonté partagée de travailler ensemble doit l'emporter sur les contraintes. Si l'on ne connaît pas le lieu ni les dates exactes de l'événement, mieux vaut s'y préparer, réfléchir au contenu, bloquer les agendas. Si c'est à Ouagadougou, c'est avec plaisir. voyage, séjour).

Pierre Michailard, *Consul honoraire du Burkina Faso à Belfort*, généralement octobre est une période défavorable au Burkina Faso (rentrée scolaire). Début décembre serait plus propice.

Bruno Belin, *président du groupe-pays*, c'est précisément début décembre que sont prévues des assises en Haïti pour lesquelles le département et son président sont mobilisés.

Réponse de SEM l'Ambassadeur,

➤ **SEM A. Ibouido**,

Approuve tout ce qui a été soulevé comme questions, préoccupations et propositions et rassure que depuis la semaine dernière, il y a eu des évolutions dans les échanges, y compris avec le président du groupe pays depuis deux semaines. C'est sûr que les prochaines assises si elles doivent se tenir au Burkina Faso cela ne sera pas en juin. Nous travaillons à ce que le plus rapidement possible, nous puissions déterminer le calendrier, de sorte à ce que nous puissions tous avancer ensemble avec la même information et détermination sur l'échéance. Voyant les dernières instructions et telles que les choses sont parties aussi rapidement, on devrait avoir une précision sur le calendrier au cours de ce mois en tenant bien sûr compte des informations que nous avons au fil des interventions qui devraient permettre de mieux programmer cet activité pour éviter tout chevauchement que tout le monde puisse être à l'aise pour participer à ses activités.

➤ **Joël SAVARY**, *chargé de mission ministère des Affaires Etrangères et du Développement International*,

Je voudrais revenir sur l'élément d'anticipation, je crois que c'est un élément dont tout le monde est conscient pour la réussite même des assises l'accélération du processus de décisions du côté du Burkina Faso. Le dernier délai pour que les assises se passent au Burkina, c'est ce mois-ci. Au-delà du principe que j'ai rappelé de l'attention à la position du gouvernement Burkinabé, il y a des engagements qui se prennent en ce moment pour octobre à Poitiers pour les collectivités territoriales françaises. Le Burkina pourrait se retrouver à perdre le bénéfice de la priorité qui l'aurait été donnée et donc le succès des événements compromis.

Conclusion sur le sujet du calendrier des assises,

Nicolas WIT, *directeur général adjoint Cités Unies France*, souligne à l'Ambassadeur qu'au-delà de certaines dates, la mobilisation des élus risque d'être faible.

SEM. A. Ibouido réaffirme que la priorité au Burkina est d'avoir des assises auxquelles tout le monde puisse participer, avec des contributions qui permettent d'avancer. L'Ambassadeur souligne l'engagement de la partie burkinabè de proposer des dates le plus rapidement possible.

➤ *Débat sur le contenu et des thématiques pour les assises*

Sylvain DAVILA, *région Nouvelle Aquitaine*, apprécie l'annonce d'une tenue effective des assises ; il se dit satisfait des propos rassurants de M. l'Ambassadeur quant au calendrier. Il voudrait que les burkinabé fassent remonter des souhaits et des thématiques. Il est nécessaire que les autorités nationales et décentralisées burkinabé disent ce qu'elles veulent aborder dans ces assises. *L'évolution de la coopération décentralisée* par exemple est un sujet en soi.

Constance KOUKOU, Responsable pôle Afrique Cités Unies France, salue et remercie les intervenants et les participants surtout les anciens présidents, M. Roux et M. Damiens du groupe pays pour leurs disponibilités. Elle évoque les absents qui se sont excusés et ont fait part de leur vif intérêt de la rencontre et de celles éventuellement qui suivront. Concernant les thématiques, elle signale que lors de la mission Cités Unies France, du Ministère des Affaires Étrangère et du Développement International et le département de la Vienne au Burkina Faso, les Burkinabé avaient fait part d'un certain nombre d'éléments de thématiques qui n'ont pas été communiquées officiellement à tout le groupe pour une raison très simple : ces thématiques et ces éléments, sont directement associés aux réflexions actuelles sur le format et le calendrier attendus. *Actualisation au 20 avril 2017 par correspondance du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation via l'Ambassade du Burkina Faso en France. Les thématiques suivantes sont proposées par la partie Burkinabè:*

- Sur l'autonomisation des collectivités
- Quelle contribution de la coopération décentralisée au renforcement des capacités de Maîtrise d'ouvrage des acteurs locaux ?
- Coopération décentralisée et appui aux politiques locales en faveur de l'emploi et de l'insertion socio-économique des jeunes,
- L'impact de l'exploitation minière sur le développement local territorial : Quel accompagnement de la coopération décentralisée ?
- L'intercommunalité et le développement local : Quel accompagnement de la coopération décentralisée ?
- La mobilisation des ressources financières de la coopération décentralisée : Quelles stratégies et actions pour améliorer l'efficacité dans l'utilisation, la lisibilité et la traçabilité ?
- La coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ;
- Coopération décentralisée et renforcement des capacités des femmes élues ;
- Coopération décentralisée et actions des ONG et des associations : Quelle synergie d'action pour un développement local harmonisé ?
- Coopération décentralisée, éducation au développement et à la citoyenneté, cohésion sociale et promotion de la paix ;
- Collectivités territoriales et NTIC : Quel appui de la coopération décentralisée ?
- Changements climatiques et énergies renouvelables.
- Sécurité au Sahel
- Insertion socioéconomique des jeunes
- Exploitation minière
- Intercommunalité
- Mobilisation des financements
- L'eau et l'assainissement
- Développement économique local
- Culture et tourisme
- Place de la diaspora
- Place des Comités de jumelage
- Education
- Climat, désertification, agriculture,

A noter : l'Union des Communes de Wallonie, qui a des partenariats entre plusieurs collectivités d'Afrique de l'Ouest (Bénin et Burkina Faso) et des collectivités belges a manifesté sa volonté de participer aux événements qui seront organisés. Elle a aussi invité les uns et les autres à suivre un film documentaire sur la fermeture des écoles au nord du Burkina¹.

¹ https://www.youtube.com/watch?v=ss_UM37RoGU&feature=youtu.be&a

Liste des suggestions de thématiques par les participants :

- *La gestion des déchets solide.*
- *La question de représentation des agences de l'eau*
- *Eau-énergie-agriculture.*
- *Développement à l'échelle régionale.*
- *Les Archives.*
- *Intérêts des collectivités en France de la coopération décentralisée.*

II/ Actualité des partenariats ; retours d'expérience, réflexions, activités et mission ; calendrier de vos événements à venir

(non exhaustif)

Rencontres annuelles de Cités Unies France

La rencontre sur l'internationalisation des collectivités territoriales de Cités Unies France se tiendra les **09 & 10 octobre 2017** à Paris. Pour plus informations, voir le lien suivant : <http://www.cites-unies-france.org/-Rencontres-sur-l-internationalisation-des-collectivites->

Festival Lafi bala, Davina Derain, Coordinatrice à la ville de Chambéry

Le Festival Lafibala a lieu tous les 2 ans. En 2015, le festival a réunit environ 18000 personnes, et le calendrier attendus. Cette année le festival fête ses 10 ans, il se tiendra du **30 juin au 2 juillet 2017 à Chambéry.**

Anniversaire du jumelage Dreux /Koudougou, Jean DELACOURT, Président du Comité de Jumelage

La ville de Dreux et celle de Koudougou au Burkina Faso fêteront leur 45^e anniversaire de jumelage le **6 ,7 et 8 octobre 2017** à Dreux.

III/ Situation sécuritaire du Sahel et mesures d'accompagnement utiles à la dynamisation des coopération et Contexte général

SEM. l'Ambassadeur

Éducation : Le Nord reste une partie très sensible et fragile avec les menaces qui pèsent sur le corps enseignant. Les ministres de l'Enseignement et de l'Alphabétisation et le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique se sont rendus sur place pour rencontrer les acteurs de l'éducation et la population et pour les rassurer sur l'engagement constant des autorités pour assurer leur sécurité. Un dispositif important a été mis en place sur cette partie du territoire en matière d'alerte sur les attaques ou les menaces qui peuvent être portées sur les acteurs du système éducatif.

Sécurité : Il évoque l'opération conjointe du 06 avril des troupes burkinabé et des forces barkhane sur la partie nord, un ratissage pour essayer de démanteler les cellules de Malam DICKO, principal instigateur de la prise en otage de notre système éducatif. Tout est fait pour assurer la sécurité, même si ce n'est pas un phénomène qui peut être maîtrisé à l'échelle d'un seul pays. Dans cette optique, au-delà des actions qui sont menées au plan national par les forces burkinabé, il y a un dispositif qui est mis en place dans le cadre du

Liptako gourma qui implique le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Ce dispositif a été décidé en début d'année par les chefs d'Etat des trois pays afin d'assurer la surveillance, de partager, d'échanger les informations dans cette zone afin de maîtriser d'une certaine manière le phénomène. Au-delà, il y a le G7 Sahel qui est là aussi et coordonne sur un périmètre beaucoup plus grand les actions incidence pour la coopération décentralisée.

Conscient des risques qui sont inhérents à cette région, cette situation ne doit pas arrêter notre élan de solidarité. Pour accompagner ce mouvement de solidarité, les autorités burkinabé sont disposées à accompagner les acteurs de la coopération décentralisée sur le terrain pour assurer la sécurité, dans la mesure où il y a pas de risque majeur, car il ne s'agit pas non plus d'aller braver le danger si les conditions ne s'y prêtent pas. Tant que cela est possible et pour assurer et rassurer les partenaires les autorités Burkinabé mettent peuvent organiser des dispositifs d'accompagnement sécuritaires pour permettre aux acteurs de coopération décentralisée de mener leurs activités dans une certaine quiétude.

Par rapport aux attaques qui ciblent les écoles dans le Nord, il est proposé un film documentaire de 15min.

Remarques des participants : parlant de sécurité comment se donne-t-on le moyen d'y aller encore mieux ? Et surtout comment on anticipe tout cela ? Pour éviter de se trouver trop dans le contexte vécu par nos collègues au Niger ou au Mali. Comment prépare-t-on tout ça ? Indépendamment des assises c'est une thématique qui doit être travaillée dans les groupes-pays et au sein des partenariats.

Questions diverses:

Demande d'information sur les événements qui se sont déroulés dans le Bam ;
Quid de la fermeture des écoles dans le Nord ?

CONCLUSIONS

Nicolas Wit remercie le président de la part de Cités Unies France, en particulier les nombreuses collectivités du groupe-pays qui se sont déjà acquittées de leur cotisation 2017. Cités Unies France est dans une phase de transition, l'action internationale bouge, il importe que le réseau suive et anticipe. Les collectivités adhérentes recevront de la part du président Roland RIES, un questionnaire dans le cadre d'une étude sur l'état des lieux de l'action internationale des collectivités territoriales, afin d'adopter une stratégie en réponses à leurs attentes.

SEM. l'Ambassadeur remercie les participants de leur intérêt pour les assises, rassure à nouveau sur la volonté réelle des Burkinabè qu'elles aient lieu. Les sujets évoqués qui peuvent être inscrits à l'ordre du jour des assises ont été bien notés mais vu l'importance et le nombre de questions, pour lui il y a un intérêt et une nécessité à avoir plusieurs assises au Burkina Faso et en France afin que l'ensemble de ses préoccupations et ses thématiques soient traitées. La confirmation du calendrier est désormais imminente. Ainsi, nous pouvons tous nous investir dans la préparation des assises tant au Burkina qu'en France.

Annexe 1 Listes des présents et des excusés

Annexe 2 Liste des documents distribués ou projetés

- L'internalisation des collectivités territoriales, rencontre 2017, CUF,
- Journée d'échange des membres du GTD autour des enjeux fonciers, Réseau Sahel Désertification,
- La coopération décentralisée au Burkina Faso, Synthèse du rapport, évaluation 2011,
- Prospectus du groupe pays Burkina Faso
- Film, les écoles au le Sahel dans le viseurs des djihadistes, https://www.youtube.com/watch?v=ss_UM37RoGU
- Présentation et compte-rendu de l'atelier transversal et multi-pays d'échanges d'expériences et d'informations sur la coopération décentralisée en zones à risques : <http://www.cites-unies-france.org/La-cooperation-decentralisee-2630>
- Mémento sur la sécurité de vos missions à l'étranger, MAEDI
